

Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique

Marie-Louis Ropivia

Volume 39, Number 108, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022517ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022517ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ropivia, M.-L. (1995). Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique. *Cahiers de géographie du Québec*, 39(108), 401–416. <https://doi.org/10.7202/022517ar>

Article abstract

After a long reflection on the causes and strategies for leading African countries out of a state of underdevelopment, development theorists in general and Africanists in particular have become overwhelmed by a growing afro-pessimism. What are the new questions, new theoretical and conceptual approaches and methods that are being formulated on the dawn of the 21st century for addressing, in a less utopian manner, the problem of African development? Three fundamental concepts — attitudinal changes, rational management of time and resources, and increased productivity — are presented as a possible key to a new vision of the future of Africa.

Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique

Marc-Louis Ropivia

Professeur invité

Département de géographie

Université Laval

Résumé

Les théoriciens du développement en général et du développement de l'Afrique en particulier, après avoir ressassé les divers types de causes et élaboré différentes stratégies pour sortir les États africains du sous-développement, se trouvent aujourd'hui dans une impasse face à un afro-pessimisme grandissant. Quelles sont les nouvelles problématiques, les nouvelles perspectives conceptuelles et méthodologiques qui permettraient d'aborder, en ce début du troisième millénaire, le problème du développement en Afrique et de déboucher sur des approches ou solutions moins utopiques? Trois notions essentielles (changement des mentalités, gestion rationnelle du temps et des ressources, accroissement de la productivité) pourraient constituer le fil conducteur vers une nouvelle vision du devenir de l'Afrique.

Mots-clés : Culture, développement, changement des mentalités, productivité, gestion du temps, ressources, intellect.

Abstract

After a long reflection on the causes and strategies for leading African countries out of a state of underdevelopment, development theorists in general and Africanists in particular have become overwhelmed by a growing afro-pessimism. What are the new questions, new theoretical and conceptual approaches and methods that are being formulated on the dawn of the 21st century for addressing, in a less utopian manner, the problem of African development? Three fundamental concepts — attitudinal changes, rational management of time and resources, and increased productivity — are presented as a possible key to a new vision of the future of Africa.

Key Words : Culture, development, attitudinal change, productivity, time management, resources, intellect.

PROLÉGOMÈNES

Le paradigme de l'impérialisme, avec son canevas théorique et conceptuel (centre-périphérie, échange inégal, dépendance), a constitué pendant plus d'un quart de siècle, en tant que facteur explicatif et causal du sous-développement, l'ossature de toutes les théories et réflexions sur le développement.

Son originalité est d'avoir mis l'accent sur les facteurs historiques et exogènes qui culpabilisent l'Occident dans la production du sous-développement dans le Tiers-monde.

Sans nier l'éclairage fondamental que ce paradigme a apporté dans la compréhension des origines du sous-développement, il importe cependant, au seuil du XXI^e siècle et du III^e millénaire, d'intégrer un nouveau paradigme, le paradigme de la culture, en essayant de monter aussi quel est aujourd'hui le poids des facteurs endogènes et des acteurs internes dans la perpétuation du sous-développement. En d'autres termes, la question est de savoir si on ne décèle pas dans les sociétés, chez les peuples du Tiers-monde en général et de l'Afrique noire en particulier, des comportements, des attitudes et des carences plus nombreuses sinon aussi importantes pour faire perdurer le sous-développement que la spoliation économique que l'on a attribué à l'Occident.

Après avoir examiné attentivement les comportements quotidiens et les habitudes saisonnières des élites et des masses africaines dans leur relation au progrès, à la modernité et à la tradition, il apparaît que la problématique du *changement des mentalités* peut constituer le point de départ d'un renouvellement de la théorie du développement.

Le développement peut être entendu comme le produit d'un ensemble de performances nationales individuelles ou collectives résultant de l'augmentation de la productivité. Mais que serait la *productivité* sans une utilisation rationnelle et optimale du temps? Or, n'est-ce pas dans la compréhension singulière de cette notion et dans l'usage archaïque de ce phénomène que les sociétés africaines n'ont pas su opérer la mutation intellectuelle qui eût pu les propulser vers le développement?

L'Afrique noire a donc besoin d'un véritable ajustement culturel (Manguellé, 1991) et d'un véritable réajustement intellectuel. Et cette nouvelle culture, produit d'une révolution intellectuelle africaine propédeutique à l'élan vers le développement, doit être essentiellement entendue comme une culture du temps, de la productivité, de la haute performance et de la compétitivité.

Dans le champ planétaire et unifié de l'économie mondiale, dans le système moderne des relations internationales, il ne saurait y avoir de temps africain spécifique, singulier, sous le fallacieux prétexte que l'Afrique, en respectant ses valeurs culturelles, pourrait se développer à son propre rythme. Cette dernière

position marginaliserait notamment l'Afrique subsaharienne et la confinerait à un exceptionnalisme dangereux. Il s'agit là d'une vision utopique qui conduirait à oublier que le temps moderne, comme l'affirme Jean-Louis Servan-Schreiber, est unique, rythmé et encombré :

Unique, puisque, au millième de seconde près, toute la planète est synchrone; seuls changent, selon les fuseaux, les chiffres des heures. Mais le top horaire est désormais identique sur la terre comme dans l'espace.

Rythmé, parce que toutes les habitudes sociales nous enserrent dans un réseau dont les mailles sont chiffrées en temps. Nous obéissons aux horaires de travail, des réunions et des repas, d'ouverture des services et des magasins, des informations du matin ou du film télévisé du soir, des départs des trains ou des tétées du dernier-né.

Encombré, car pour subsister matériellement dans cette société complexe, nous avons dû devenir plus performants que nos prédécesseurs. Cet accroissement considérable de notre productivité implique de faire tenir davantage d'activités dans le temps unique qui nous est alloué.

Bien que l'usage du temps constitue aujourd'hui le phénomène de comportement primordial sur lequel il est urgent d'agir afin d'endiguer le sous-développement, il n'en demeure pas moins que la transformation globale des mentalités est l'attitude fondamentale qui déclenche les réflexes individuels ou collectifs du développement. Les mentalités retardent également du fait de l'adhésion des citoyens à une philosophie négative, sorte de sous-culture gangrenant le subconscient collectif, professée par une élite dégénérée, ainsi que du fait de la participation des élites à une acculturation perpétuée par la conception prétendument universelle des besoins économiques de l'Occident. On pourrait encore ajouter le manque de mobilisation effective de toute la population active en raison notamment des préjugés négatifs et des tabous tenaces qui pèsent sur certaines catégories sociales comme les femmes.

Une vision synthétique de la nouvelle problématique culturelle du développement peut être schématisée comme suit.

L'interprétation que l'on donne à ce schéma est la suivante. C'est par le changement des mentalités que l'on doit aboutir à l'accroissement de la productivité. Le préalable est qu'il faut remédier en amont aux facteurs culturels du sous-développement avant d'envisager en aval les scénarios et stratégies du développement. Sans pour autant avoir la prétention de dresser un inventaire exhaustif des facteurs culturels qui constituent un obstacle au développement, il n'en demeure pas moins que la trilogie retenue en amont définit de manière pertinente notre problématique et devient le fil conducteur de la présente étude.

LA DIMENSION TEMPORELLE : LE SOUS-DÉVELOPPEMENT EST UNE DYSHARMONIE DE TROIS SYSTÈMES HORLOGERS

À l'observation attentive des rythmes d'activités et de l'usage du temps dans la plupart des sociétés africaines et cela dans un grand nombre d'États, il apparaît clairement que le sous-développement résulte de la dysharmonie de trois systèmes horlogers essentiels : l'horloge biologique des citoyens, l'horloge socio-économique de la nation et l'horloge culturelle des sociétés traditionnelles. Ces différentes horloges sont définies par des temps ou périodes d'activités.

L'HORLOGE BIOLOGIQUE DES CITOYENS

L'horloge biologique est celle qui rythme les fonctions ou l'activité métabolique et somatique de l'homme en tant qu'être vivant. Le temps biologique se caractérise par des périodes de veille, diurnes, durant lesquelles l'homme est censé exercer toutes sortes d'activités vitales. Il se caractérise également par des périodes de sommeil, nocturnes, au cours desquelles l'organisme a besoin de repos. Le respect strict de cette alternance, activité/repos, est le fondement même de toute productivité socio-économique. Malheureusement dans les sociétés modernes, l'homme a perturbé son horloge biologique par toutes sortes de contretemps quotidiens qui sont autant de prolongements de la période de veille et de réductions de celle de repos ou de sommeil. C'est particulièrement en Afrique noire, où les réjouissances (retraits de deuils, mariages, anniversaires) et les loisirs quotidiens (boîtes de nuit, discothèques) peuvent durer toute la nuit, que l'homme ne peut jouir, le lendemain au travail, de toutes ses facultés. Contraint de se reposer le jour, par nécessité physiologique de récupération, il inverse progressivement son horloge biologique et amoindrit ainsi sa productivité, d'où retards, absences quotidiennes et faible rendement dans les lieux de travail.

L'HORLOGE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA NATION

C'est elle qui rythme l'ensemble des activités socio-économiques d'une communauté nationale. Chaque nation obéit à des rythmes d'activités journaliers, hebdomadaires, mensuels, annuels ou saisonniers, liés à sa propre évolution technologique et qui, à l'intérieur des horloges planétaires universelles, fondent son harmonie interne et façonnent sa spécificité par rapport à d'autres nations. Ces rythmes d'activités subdivisent l'horloge socio-économique en différents temps : temps de travail, des loisirs, de repos et des services personnels.

Le temps de travail

Il est évident que sa mauvaise gestion ralentit considérablement la productivité. D'abord, son mauvais usage accroît l'intensité et la lenteur des migrations pendulaires. En Afrique, en dépit de l'extension phénoménale des

agglomérations urbaines et de l'accroissement des distances qui en résulte, il s'effectue encore, au cours de la même journée, trop de déplacements entre le lieu de travail et le lieu de résidence. Cette énorme perte de temps est occasionnée par de nombreux facteurs parmi lesquels :

- l'obligation de sieste (le battement étant de trois heures entre midi et la reprise d'après-midi);
- l'absence de structures de restauration et de gardiennage des enfants au voisinage des lieux de travail;
- la récupération des enfants dans les établissements scolaires, là où les pouvoirs publics n'ont pas su organiser le ramassage scolaire ou les transports en commun.

De plus, la circulation est ralentie par de longs embouteillages, parce que le maillage routier interurbain est souvent moins dense que le parc automobile. Cela diminue énormément la durée du temps de travail, et les horaires ne sont point respectés. Pour les raisons déjà évoquées, la présence effective au bureau, dans les administrations publiques et parapubliques africaines, s'amenuise considérablement. C'est ainsi que les horaires de 8h00 à 12h00 se transforment en 9h00 à 11h30 et ceux de 15h00 à 18h00 deviennent de 16h00 à 17h30. Alors, l'Afrique noire peut-elle réellement surmonter le sous-développement en quatre heures de travail effectif? Ajoutons à cette interrogation le fait que certains pays ont décrété la demi-journée ou la prétendue journée continue, épaississant ainsi le scepticisme sur l'efficacité des administrations africaines.

Les temps des loisirs et de repos

Il y a d'abord les loisirs urbains quotidiens qui ruinent physiologiquement l'individu et ses capacités de travail. Du fait de l'ininteruption de certaines activités (puisqu'on peut danser et boire jusqu'au matin sept jours sur sept) par manque de réglementation dans la plupart des cas mais aussi par manque de conscience professionnelle à tous les niveaux de la pyramide administrative, la spirale de l'absentéisme pour cause de maladie devient donc hallucinante. Les bureaux vont jusqu'à fonctionner avec un agent sur deux.

En deuxième lieu, il faut dire que les temps des loisirs et de repos (congés annuels, week-ends, jours fériés) n'obéissent pas à une logique de relaxation, en raison de l'absence de structures internes de vacances. Néanmoins, il s'amorce ici un début de rythmes nationaux saisonniers, car de nombreux fonctionnaires préfèrent prendre leurs congés annuels durant la période des cultures. Ainsi, à cause des bas salaires et de la faiblesse des allocations de départ en congé, le temps de repos est-il remplacé par celui des plantations comme source immédiate d'approvisionnement alimentaire et ultérieure de revenus.

Le résultat est que le fonctionnaire et l'ouvrier africain ne se reposent pas suffisamment pour réemmagasiner le volume d'énergie nécessaire au renouvellement de la force de travail. Ainsi, par manque de vitalité d'une grande part de sa population active, dû à la mauvaise utilisation du temps des loisirs et de repos, il s'installe une léthargie collective qui fait du tertiaire africain le moins productif de la planète. Cette première conclusion peut encore être vérifiée dans la gestion du temps des services.

Le temps dans les services

Il est opportun d'introduire ici une notion centrale qui conditionne à la fois le changement des mentalités et l'augmentation de la productivité à cause de ses répercussions dans la gestion du temps : celle de discipline collective.

En fait, une société développée ou qui aspire au développement se distingue à sa capacité autonome et spontanée à s'imposer une discipline collective dans l'usage du temps en général et dans les services en particulier.

Nul ne contredira qu'il y a un gain énorme de temps lorsque les gens se mettent dans une file d'attente selon l'ordre d'arrivée plutôt que lorsqu'ils se disputent indéfiniment la priorité.

Emprunter l'autobus, le bateau ou le train, acheter un timbre à la poste, percevoir un chèque dans une banque, acheter un billet de transport dans une compagnie de voyages, occuper un siège dans un avion de lignes intérieures, se faire examiner dans un dispensaire ou dans les services externes d'un hôpital public constituent le plus souvent de véritables disputes qui ne manquent pas de tourner au véritable pugilat. Il s'agit d'actes quotidiens qui se font souvent dans le brouhaha de foules excitées, et cela dans l'arrogance insouciant ou l'indifférence railleuse des agents des services publics ou privés.

Ces derniers eux-mêmes, loin de maximiser le temps aux fins d'accroissement de leurs rendements, ne sont organisés qu'en fonction d'une perte excessive du temps. Des secrétaires discourtoises d'administrations publiques ou privées faisant languir leurs clients qui, innocemment, attendent d'elles un accueil et des explications courtoises; un seul guichet de banque pour servir deux à trois centaines de personnes en une seule matinée; vendre des billets à deux centaines de voyageurs à cinq minutes avant l'heure de départ; un seul médecin pour consulter quatre à cinq dizaines de patients en une matinée : voilà le lot quotidien des manifestations de la sous-organisation du temps et des services en Afrique. Avec toutes ces anomalies constatées, comment un secteur tertiaire peut-il être productif, compétitif, lorsque des fonctionnaires ou autres employés doivent passer une matinée à la banque ou à l'hôpital, acheter un titre de transport en deux heures, rater l'avion pour réservation non tenue, voyager avec deux heures de retard sur l'horaire prévu. Nous sommes là dans le cercle vicieux et l'engrenage de la non-productivité chronique caractéristiques du sous-développement. En Afrique, il n'y a pas de tertiaire moteur du développement.

L'HORLOGE CULTUELLE DES SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES

Dans les sociétés traditionnelles et, toujours de nos jours, en milieu rural, cette horloge est le chronomètre qui organise les cycles de la vie culturelle et rituelle.

L'horloge culturelle se subdivise en temps de rites occasionnels (funérailles, mariages, naissances, danses profanes, etc.) et en temps de cultes saisonniers (cérémonies initiatiques, cultes religieux, cultes de purification, etc.). Partout en Afrique noire cette horloge pose un problème d'inadaptation dans les contextes du temps de travail modernes.

Le temps des funérailles

En voulant à tout prix transposer en milieu urbain le mode traditionnel de gestion des funérailles, sans tenir compte de la complexité de ses rythmes et méthodes d'organisation et sous prétexte d'éviter la déperdition des valeurs culturelles ancestrales, on perturbe l'horloge socio-économique en la plongeant constamment dans l'improductivité. D'abord le cortège funèbre freine la circulation, crée des embouteillages, retarde les usagers de la route et entraîne l'absentéisme de la grande masse des parents et amis qui vont prendre part à la cérémonie d'inhumation. Puis, selon les sociétés, les us et coutumes, l'ensemble de la période de deuil, dans certains pays, peut aller jusqu'à un mois au cours duquel chaque jour est une veillée jusqu'à l'aube, sans se préoccuper de la fatigue qui viendrait envahir les gens et anéantir la force de travail d'organismes déjà affaiblis par toutes les formes de stress urbain modernes. Paradoxalement, dans de nombreux États africains, des citoyens pétris de cultures nationales semblent avoir pris conscience de l'importance du temps dans la gestion moderne des activités socio-économiques et ont commencé à faire fonctionner des entreprises funéraires avec toute leur panoplie de services qui permettent d'alléger les rituels traditionnels. C'est sans doute une manière de montrer que l'on peut adapter les mentalités traditionnelles à l'organisation sociétale moderne. Cependant, il y a encore de nombreuses résistances à cette lente évolution.

Le temps des mariages

Le mariage urbain moderne, à l'État civil, se révèle être la plus belle synthèse de gâchis énorme de temps, d'argent et d'énergie. Il est d'abord la projection en ville des moments de réjouissances traditionnelles dans toute leur durée, leur environnement familial et leurs agapes. Il est aussi le mimétisme de la symbolique des festivités de mariage des sociétés bourgeoises d'Europe dans ce qu'elles comportent de splendeur. Malheureusement, les citoyens africains dans leur ensemble ne semblent pas avoir compris que les festivités du mariage dans nos sociétés traditionnelles étaient assumées par l'organisation communautaire, tandis qu'en ville la famille au sens large intervient de moins en moins. Avec ses fastes imités d'Europe et sa forte convivialité émanant du système traditionnel de parenté, le mariage à l'État civil moderne est l'une des sources de dépenses à fonds

perdus des citoyens africains. La relation entre temps et argent est trop directe. On dilapide ainsi, en un mois de préparatifs, ce que l'on aura réussi à épargner en 10 ans! Alors *quid* de l'investissement dans les États africains?

RÉINTERPRÉTER LE DÉVELOPPEMENT

À la lumière des analyses précédentes, l'on peut inférer que la dys-harmonie des systèmes horlogers caractéristiques du sous-développement se manifeste à travers un certain nombre de discordances. En effet, comment concilier, par exemple, les horaires du temps de travail avec les exigences de la gestion traditionnelle des funérailles en milieu urbain? Ou encore, comment concilier les heures de travail avec les abus des loisirs quotidiens? Comment comprendre qu'une perte de temps chronique dans le secteur des services puisse rendre nos administrations publiques et notre secteur tertiaire efficaces et performants?

Dans les conditions actuelles, on peut constater qu'il n'existe pas de coïncidence entre l'horloge biologique des citoyens et l'horloge socio-économique de la nation, que l'horloge culturelle des sociétés traditionnelles perturbe l'horloge socio-économique de la nation et que cette dernière, en raison des perturbations dont elle est l'objet, se trouve aussi en situation de dysfonctionnement. C'est dans cette vision que réside l'un des fondements essentiels de la perpétuation du sous-développement.

Le développement serait, au contraire, l'effort permanent qu'une collectivité se doit d'accomplir pour adapter l'horloge biologique de ses membres ainsi que l'horloge culturelle et rituelle de l'ensemble de ses composantes aux exigences devenues universelles de l'organisation sociétale moderne et du mode de production dominant. En d'autres termes, le développement est cette quête perpétuelle d'homogénéisation des trois systèmes horlogers essentiels, qui inscrit dans le subconscient individuel et collectif l'idée irréversible de progrès dans les domaines de la pensée et de la production des biens matériels vitaux pour l'existence humaine.

Après la dimension temporelle, il importe d'analyser un autre fondement essentiel dont l'impact négatif sur les mentalités a rendu vain tout effort vers le développement.

LA DIMENSION IDÉOLOGIQUE ET INTELLECTUELLE : L'AFRIQUE, FOSSOYEUSE DE SA PROPRE INTELLIGENTSIA

LA PRODUCTION DU DISCOURS «INTELLECTICIDE»

Les États africains sont aujourd'hui les lieux de production, par l'élite au pouvoir et par une classe d'intellectuels dégénérés, d'une sous-culture se muant peu à peu en idéologie antinationale, antipopulaire et antiprogressiste.

C'est en interprétant, en décryptant les pseudo-doctrines, les slogans, les adages, dictons et proverbes professés par l'élite dirigeante en Afrique noire que l'on peut mieux comprendre l'infécondité intellectuelle des gouvernants africains en matière de stratégies du développement. On peut aussi, à partir de cette même exégèse, comprendre pourquoi, *grosso modo*, dans l'ensemble des États africains, la médiocrité a remplacé l'excellence, que celle-ci soit devenue elle-même un facteur de nuisibilité sociale pour celui qui en a le mérite et que la banalité a eu à prendre le pas sur l'exceptionnel. Il s'est agi, depuis plus d'un quart de siècle, de la part de l'élite dirigeante et intellectuelle associée, de comportements tendant à juguler peu à peu la compétence, à étouffer toute forme de liberté d'expression et à justifier ou légitimer toute forme illicite d'appréciation des revenus de la nation.

Chronologiquement, les premiers slogans sont franchement «liberticides» et «intellecticides» car les élites dirigeantes se prononcent partout unanimement contre ce qu'elles appellent les «idéologies importées». Démocratie et socialisme sont les principaux concernés. Du même coup, le totalitarisme, par le biais du parti unique, s'installe. L'intelligentsia [de gauche] est muselée par une chasse aux sorcières parfois sanglante. En lieu et place de ces idéologies soi-disant importées, les nervis du pouvoir secrètent une pseudo-doctrine de retour aux sources ou de recours aux traditions : la mode de l'authenticité fait son apparition. En tant que philosophie de gouvernement et d'administration publique, elle se traduit partout par des nationalisations, entendons par là l'accession rapide et prématurée d'une première génération d'universitaires (insuffisants en nombre) aux commandes des rouages de l'État et de l'économie. L'incompétence et la médiocrité sont partout le fruit de cette politique de nivellement par le bas, qui prend partout des dénominations nationales. C'est l'époque de la zaïrisation, de l'ivoirisation, de la gabonisation, etc., avec, comme point d'orgue, la désorganisation totale des structures administratives et des sociétés d'État léguées par la colonisation. Tel est le bilan de la première faillite de l'élite dirigeante et intellectuelle associée dans les États africains postcoloniaux.

Afin de mieux parachever la confiscation des structures de l'État postcolonial, les premières élites universitaires, devenues politiques, décrètent un deuxième slogan : «l'État n'a pas besoin de docteurs». Dans certains États africains, cette philosophie antiprogressiste se traduit immédiatement par des coupures massives de bourses à ceux des étudiants qui sont parvenus en troisième cycle d'études supérieures, notamment au niveau du doctorat. À partir de tels slogans néfastes, c'est au compte-gouttes que l'Afrique doit former ses élites de haut niveau. Dès lors, l'intellectuel africain authentique est condamné à ne plus rien prouver. La moindre velléité de compétence, d'excellence, recevra, presque de l'ensemble de l'opinion nationale conditionnée, la réponse la plus triviale du genre «mais qu'est-ce qu'il veut prouver là encore?». Et si jamais il s'avise de démontrer qu'il est capable de compétence, alors il est affublé de «dangereux» et, dans ce cas, il porte atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État. De tous les pôles actuels en développement du globe, l'Afrique noire et l'Amérique latine sont à peu près les seuls où la doctrine de la sécurité nationale repose essentiellement sur le fait que l'intellectuel est dangereux pour le développement de la nation et que

l'intelligentsia dans son ensemble est le grand ennemi intérieur qu'il faut éradiquer afin de donner à la nation la stabilité sociopolitique qui lui convient.

Les deuxièmes slogans, du type «budgétivore», évidemment favorisés par la prégnance de l'idéologie de l'authenticité, sont puisés par l'élite dirigeante et intellectuelle associée dans les vieux fonds des cultures africaines. C'est le genre «le mouton broute là où il est attaché». Sans nul doute, cet adage justifie le pillage de l'État par ceux des fonctionnaires ayant des responsabilités de gestion des régies financières. Tout aussi important est son corollaire «pour que le mouton broute, il faut qu'il soit attaché». Avec ce deuxième complément, chaque jeune cadre veut être nommé à une fonction où il jouit de prérogatives de gestion. On assiste donc à la multiplication injustifiée des régies financières, à la prolifération des caisses parallèles, des systèmes informels d'imposition directement gérés par les agents qui prélèvent; bref, c'est la fin des trésoreries générales publiques africaines comme structures d'unicité des caisses de l'État.

L'on peut dire, en définitive, que plus d'un quart de siècle de non-participation des masses et des élites, de confiscation de la créativité et de l'initiative par des pouvoirs totalitaires a eu pour résultat de créer une situation d'anomie dans le fonctionnement des rouages administratifs des États africains. La conséquence de cette anomie généralisée est sans conteste l'emprise de l'aide et le diktat des bailleurs de fonds internationaux, c'est-à-dire l'aumône internationale, se substituant à une pensée et une stratégie du développement produites par des acteurs endogènes.

LA PLACE DE L'INTELLECT DANS LE FAÇONNEMENT D'UNE MENTALITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Une nation peut-elle se développer sans élite? C'est là une question à laquelle la plupart des gouvernants africains évitent de répondre avec clarté. Même en plein cœur des utopies égalitaristes marxistes (ex-URSS et Chine), l'on a pensé que la formation d'une élite intellectuelle était un passage obligé sur la voie du développement. À l'approche du XXI^e siècle, il est temps que les gouvernants d'Afrique noire, et singulièrement eux, réalisent que le capital humain dans sa dimension intellectuelle est l'un des atouts les plus importants du décollage économique.

Une nation qui aspire au développement doit valoriser trois modes d'expression de l'intelligence.

Elle se doit de posséder un *brain trust* national : ce dernier peut être défini comme la masse critique des intelligences à partir de laquelle une nation peut compter sur elle-même pour résoudre de manière autonome ses propres problèmes de développement.

Elle doit s'efforcer d'organiser un *brain drain* : il s'agit de l'immigration des cerveaux; en d'autres termes, c'est le drainage vers le territoire national des

meilleures élites mondiales qui doivent y trouver les conditions optimales d'exercice de leurs professions. C'est de cette manière qu'elles s'investiront pleinement dans les tâches du développement. Le *brain drain* constitue l'apport extérieur essentiel en capital humain qui garantit les échanges d'idées avec l'extérieur. En ce sens, il est l'une des conditions d'un véritable transfert de technologie.

Enfin, elle doit favoriser un vaste *brain storming* : c'est le bouillonnement des intelligences. Autrement dit, c'est ce brassage libre des idées à partir duquel les différentes composantes de l'intelligentsia nationale rivalisent d'innovations, de modèles, de scénarios et de stratégies sur le développement de la nation. Le *brain storming*, en tant que phénomène national d'effervescence intellectuelle, doit reposer sur un substrat démocratique qui garantit le libre exercice de la créativité. Il est en quelque sorte le prélude à une véritable révolution intellectuelle qui impulserait un phénomène de mutation des esprits dont tout processus de développement a besoin.

Ces trois éléments pourraient constituer trois commandements d'ordre intellectuel (Parker, 1991), s'adressant avant tout aux élites dirigeantes, et qu'il importe de mettre rapidement en œuvre afin de donner aux intelligentsia d'Afrique l'autonomie intellectuelle nécessaire à la prise en charge du développement, dans un contexte de normes reconnues aujourd'hui comme universelles.

LA DIMENSION CULTURELLE : ALIÉNATION CULTURELLE ET ÉTIOLEMENT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AFRICAINE

L'ENTENDEMENT DE LA NOTION DE RESSOURCE COMME POINT FOCAL DE LA THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT

En lisant la quatrième partie intitulée «les ressources et le pouvoir» dans son ouvrage consacré à la «géographie du pouvoir», on constate que l'analyse de Raffestin postule une nouvelle conception du développement à travers sa formulation de la notion de «ressource». Celle-ci, selon Raffestin, découle d'un processus relationnel dont les éléments sont : «un acteur (A), une technique médiatisée par le travail (r) et une matière (M)», d'où la formulation ArM AE P. Ce P correspond à «l'ensemble des propriétés ou ressource».

Nous venons de voir que l'avènement des propriétés ou utilités des éléments naturels est posé comme le résultat d'une relation qui engage un acteur à exercer son savoir (sa pratique, sa technicité) sur une matière au départ inerte. Dans ce cas, il faut d'abord entendre qu'une utilité est un phénomène singulier dont l'origine est un besoin préalablement identifié. Alors pourquoi donc une communauté doit-elle se contenter d'utilités déterminées ailleurs en dehors d'elle et qui ne correspondent pas à ses besoins réels? Pourquoi une communauté ne peut-elle pas créer de nouvelles utilités en fonction de ses besoins intrinsèques?

Ces questions signifient tout simplement que les facultés créatrices des hommes peuvent s'exercer de manière variée et illimitée sur la même matière première. En fait la découverte des utilités semble elle aussi si illimitée que d'autres alternatives au type et au nombre actuel de besoins sont possibles et ce, surtout de la part de populations qui disposent de matières premières abondantes, à condition bien sûr qu'elles reconnaissent d'abord qu'elles ont des besoins intrinsèques, indépendants de ceux qui leur furent transmis par le modèle de développement dominant. Or, à l'heure actuelle, il est indéniable que ce sont les États du tiers monde qui détiennent le plus grand potentiel de matières premières dont ont besoin les pays industrialisés. Il est donc capital de rappeler à l'intention des élites dirigeantes des pays en développement que le développement ou la puissance des États n'a cessé d'être, avant toute autre chose, qu'une pensée intellectuelle qui s'exerce sur un substrat matériel et qui vise à transformer l'environnement physique et social d'une communauté. Cela voudrait simplement dire que toute collectivité dispose en son territoire des moyens matériels de son développement et surtout en ses individus des capacités intellectuelles de le façonner et de l'assumer. Les moyens matériels et les capacités intellectuelles ne peuvent s'agencer harmonieusement pour produire le développement que si, et seulement si, la collectivité entière a foi en elle-même et en ses aspirations de progrès.

Il nous semble désormais d'une extrême nécessité d'insister sur le fait que toutes les communautés humaines du globe sont naturellement dotées en intelligence et que les matières premières ne demandent finalement qu'une intervention intellectuelle, mue par des besoins précis, pour être matérialisées en utilités spécifiques, ces dernières *a priori* n'étant pas identiques à l'échelle du globe. Notre insistance s'adresse surtout aux communautés des pays en développement qui demeurent subjuguées par les variables que privilégie le modèle de développement dominant. En principe, aucune communauté humaine ne devrait se prévaloir du fait d'être plus ou moins favorisée qu'une autre, étant donné que le développement procède du libre exercice collectif des facultés d'imagination créatrice de chaque communauté sur son patrimoine environnemental. Cette opinion est également partagée par J.-J. Servan-Schreiber, lorsqu'il affirme :

Entre un homme né en Europe centrale et un homme né à Tokyo, à Calcutta, à Paris, à Lagos ou à Jérusalem, il n'y a aucune différence qui vaille. Chacun possède en lui la même force dont peuvent jaillir, le jour où il est «le dos au mur», des facultés d'invention illimitées.

Tel est aussi, en filigrane, le sens du message livré par Claude Raffestin. Nous lui devons, en effet, d'avoir souligné que «les propriétés des ressources sont inventées par les hommes». Nous sommes donc enclins à considérer qu'en principe toutes les communautés humaines, sinon tous les États de la planète, disposent des mêmes atouts au développement. À chacun avec ses matières premières d'inventer, selon ses besoins, ses propres ressources. Le recours à Raffestin nous permet encore dans le même temps de déduire que ce qui, en dernière analyse, explique le développement, d'une part, et le sous-développement, d'autre part, est moins une question d'inégale distribution en matières premières ou en ressources (ces dernières ne pouvant d'ailleurs exister dans la nature) qu'une question de «génie

de la mise en valeur», ce dernier pouvant alors se définir comme la capacité d'une collectivité, selon ses besoins naturels et intrinsèques, de façonner l'utilité de telle ou telle matière première, donc sa capacité de concevoir sa propre technique et de créer sélectivement, à partir de son patrimoine environnemental, les propriétés des ressources dont elle entend user à une période donnée de son histoire. Les ressources des uns ne peuvent être celles des autres et la technique des autres ne peut devenir la nôtre.

Nous affirmons finalement que la différence entre l'état de sous-développement et celui de développement d'une communauté réside dans le juste ou le mauvais usage par ses membres de son propre génie de la mise en valeur.

LA RÉVISION DE LA CONCEPTION DES PRODUITS DE BASE

En fait, cette nouvelle problématique des ressources se pose en termes de rupture structurelle avec le modèle d'extraversion économique. Cette rupture est avant tout une rupture intellectuelle, parce qu'il s'agit de rompre avec l'univers des perceptions courantes, dans la manière de concevoir les notions de «cultures dites industrielles et de cultures vivrières». Il est évident que, si l'on excepte les cultures non comestibles comme les plantes tinctoriales, les latex, le jute, etc... rien dans l'éventail des cultures comestibles ne permet *a priori* de préjuger de l'industrialité d'une culture sur une autre. Les cultures comestibles dites aujourd'hui industrielles n'ont reçu ce qualificatif qu'à partir du moment où elles ont constitué une avidité exotique qui s'est progressivement muée en besoin de consommation courante en Occident. Cette mutation s'est opérée à partir des grandes découvertes. La plupart de ces cultures étaient tropicales et ont donné, après transformation industrielle, soit des produits de remplacement d'une meilleure qualité, soit des composés nouveaux qui ont suscité des goûts jusque-là inhabituels en Europe surtout. L'Europe s'est donc mise à spécialiser les pays coloniaux dans les plantations de cultures telles que la canne à sucre, le café, le cacao, l'arachide, etc. La notion de culture comestible industrielle n'a donc de signification que par rapport à un besoin de consommation strictement occidental à l'origine et universalisé dans l'ensemble du globe par le système économique dominant. L'appétit de l'Occident s'est en partie bâti au détriment de celui des pays de la périphérie, dans la mesure où la généralisation des plantations des cultures dites industrielles a entraîné, en raison de l'accaparement des meilleures terres aux fins d'un lucre nouveau, le recul des cultures dites vivrières dans la majorité des pays du tiers monde. Dès lors, la notion de culture vivrière est chargée d'un préjugé négatif et n'a cessé de symboliser une économie attardée. Mais au fait, qui prétendrait que la canne à sucre ou le cacao sont des cultures plus industrielles que le manioc ou la banane? Tout d'abord, l'Africain précolonial ignorait le sucre de canne ou le chocolat. Il suçait la première et continue de la sucer; cela signifie que c'est pour lui une culture vivrière. Il ne cultivait pas l'ananas pour l'exporter, mais pour le consommer et utiliser les vertus textiles de ses fibres; ce dernier élément est d'ordre industriel, mais l'ananas était pour lui avant tout une culture vivrière. On peut donc considérer aujourd'hui que toute culture comestible, dès lors qu'elle a satisfait, sous sa forme brute, sa fonction d'autosubsistance initiale, voit, grâce aux

techniques de l'industrie moderne, ses surplus affectés à la transformation alimentaire aux fins d'une longue conservation, pour parer aux éventuelles pénuries et satisfaire à la demande extérieure. À ce titre, le manioc est aussi une culture industrielle, puisqu'après transformation, il fournit du tapioca, de la farine, de l'amidon et peut donner un distillat utilisable dans l'industrie des boissons. Il l'est donc, au même titre que la tomate, le blé et autres légumes et céréales comestibles dans les pays industrialisés de l'hémisphère nord, aujourd'hui emballés et vendus dans les supermarchés du monde entier.

En définitive, l'opposition cultures vivrières/cultures industrielles n'est que le reflet d'une vision véhiculée par l'idéologie dominante. Les premières sont entachées de mépris, afin qu'elles se perpétuent dans la pesanteur de l'attardement qui fait que leurs producteurs ne leur découvrent aucune propriété industrielle nouvelle qui viendrait modifier l'ordre alimentaire mondial existant. Les deuxièmes, par contre, correspondent à une vision égoïste et idéologique nécessaire au maintien de la suprématie des pays industrialisés sur les autres.

D'un point de vue idéologique, la révision proposée façonne le nationalisme économique et suscite une rupture avec l'extraversion. À un niveau encore plus pratique, à savoir celui du terrain, cette révision permettra de reconvertir les meilleures terres à des cultures telles que le mil, le sorgho, le fonio, la banane, l'igname, la patate douce, le manioc, le taro. Et ce ne sont point les débouchés qui viendraient à manquer à ces produits. D'abord l'Afrique elle-même atteindrait bien vite son autosuffisance alimentaire, puis exporterait ses surplus vers d'autres continents. Les usages industriels existants et à venir de ces cultures dites essentiellement vivrières ne tarderaient pas à en stimuler la production à plus grande échelle. Il ne faudrait pas se leurrer : le monde actuel a et aura toujours besoin de sorgho pour la préparation d'une vodka, de bananes pour les farines, soupes et industries de boissons. Dans ce dernier domaine, l'Afrique elle-même aura à gagner en retournant à sa grande panoplie de bières et d'alcools naguère préparés à partir de ses produits vivriers et depuis interdits par la colonisation pour ne pas gêner l'expansion des industries de boissons métropolitaines. Il resterait encore suffisamment de terres pour produire, dans des proportions raisonnables, de la canne à sucre, du cacao, du café, du coton, car après tout l'Afrique elle-même a aussi plus besoin de ces produits que d'hévéa.

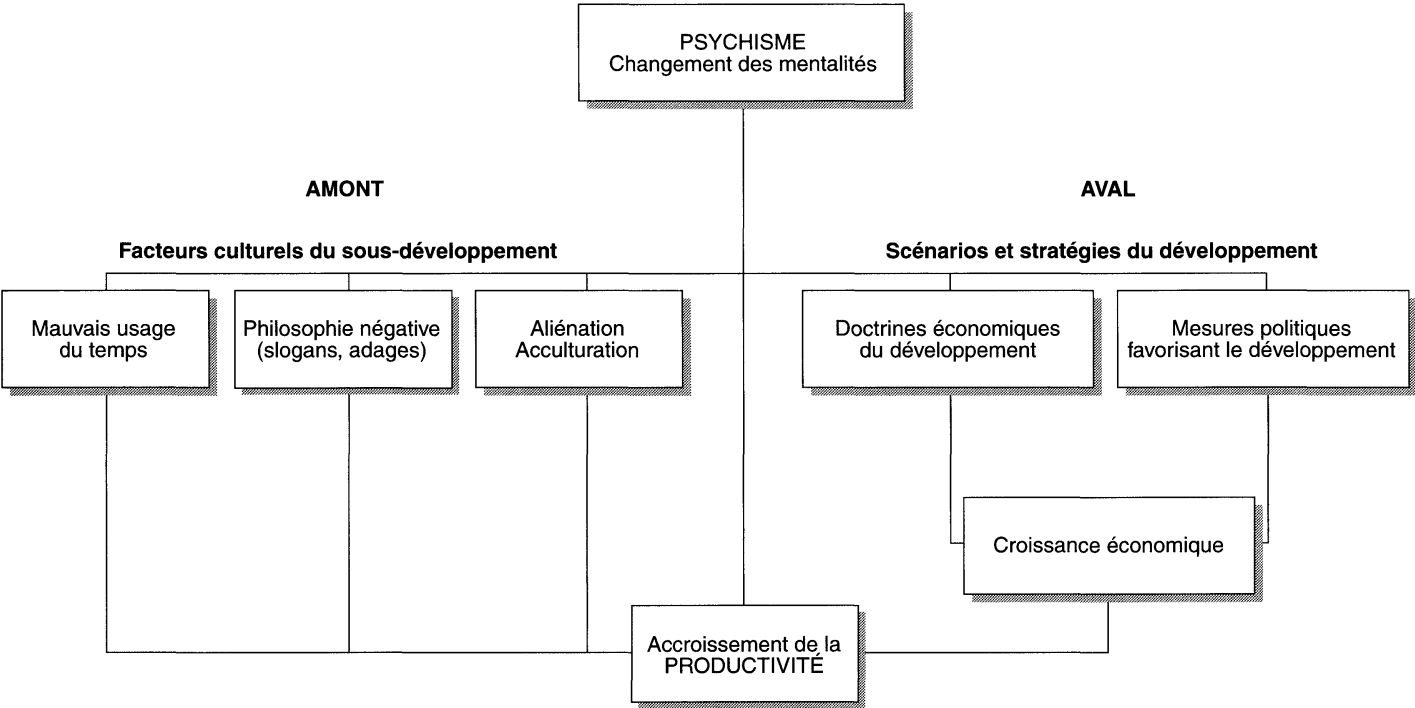
CONCLUSION

Au seuil du XXI^e siècle, il semble opportun d'entreprendre une révision théorique qui conduirait à compléter l'outillage analytique du sous-développement.

En fait, toute thérapie n'est efficace que si, au départ, on identifie clairement les symptômes du mal. Par le paradigme ancien, la théorie du sous-développement reste unijambiste et l'Occident seul en porte le fardeau. Cette manière de voir continue de servir d'alibi, et de masquer un autre pillage, non plus

Figure 1

LA PROBLÉMATIQUE CULTURELLE DU CHANGEMENT DES MENTALITÉS (Approche psychique et intellectuelle du développement)



Conception: Marc-L. Ropivia, Université Laval, 1995

par l'Occident, mais par les élites dirigeantes constituant le pouvoir néopatrimonial (Médard, 1991) dans les États du tiers monde en général et de l'Afrique en particulier. En introduisant le paradigme de la culture, on fait accéder la théorie du sous-développement au stade de la bipédie, en attribuant l'autre moitié des responsabilités du sous-développement aux acteurs internes des pays en développement.

La problématique culturelle indique d'emblée que l'un des moteurs essentiels du développement est le changement de mentalité. Or, le développement lui-même est un phénomène de transformation qualitative et de croissance généralisée.

Et le rôle des intellectuels africains doit désormais être décisif dans l'accomplissement de cette révolution culturelle et intellectuelle. C'est pourquoi il importe de considérer cette contribution comme une pédagogie de la croissance fondée sur une augmentation de la productivité et une recherche de la haute performance, résultant elles-mêmes d'un processus de changement des mentalités axé sur une utilisation optimale du temps, une réinterprétation du rôle des intellectuels et une révision de la conception de la notion de ressource. (Figure 1)

BIBLIOGRAPHIE

- BRASSEUL, J. (1989) *Introduction à l'économie du développement*. Paris, Armand Colin.
- DIAKITE, T. (1986) *L'Afrique malade d'elle-même*. Paris, Khartala.
- ÉTRILLARD, G. et SUREAU, F. (1983) *À l'est du monde*. Paris, Fayard.
- MAMADOU DIA (1991) Développement et valeurs culturelles en Afrique subsaharienne. *Finances et développement*, 28(4) : 10-13.
- MANGUELLE, D.-E. (1991) *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?* Ivry-sur-Seine, Éd. Nouvelles du Sud.
- MÉDARD, J.-F. (1991) (Études réunies et présentées par) *États d'Afrique noire, formations, mécanismes et crise*. Paris, Khartala.
- PARKER, E. (1994) *Objectif 10 % de croissance*. Paris, Criterion.
- RAFFESTIN, C. (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Litec.
- SERVAN-SCHREIBER, J.-J. (1980) *Le défi mondial*. Montréal, Sélect.
- SERVAN-SCHREIBER, J.-L. (1993) *L'art du temps*. Paris, Fayard (Coll. «Marabout»).

(Acceptation définitive en juillet 1995)